



**Le Forum régional
sur le Futur de l'Agriculture:
bouleverser la
campagne européenne
pour nous tenir
à nos engagements
mondiaux**

Janez POTOČNIK

Président FFA

FFA

Janez Potočnik



Editorial

Thierry de l'ESCALLE, Secrétaire général

Tables des matières

- 3 Le Forum régional sur le Futur de l'Agriculture: bouleverser la campagne européenne pour nous tenir à nos engagements mondiaux

- 6 Une agriculture favorable à la biodiversité: l'avenir est-il organique?

- 7 Les consommateurs peuvent-ils être satisfaits?

- 8 Des machines agricoles respectueuses des abeilles & des paysages à fleurs sauvages annoncées comme gagnantes du Prix Européen de l'Abeille 2016

- 9 Les tracteurs européens seront-ils bientôt équipés d'un inutile système de freinage ABS ?

- 10 Assemblée générale d'ELO à Malte

- 11 Les propriétaires privés récompensés pour leur efforts de protection de la nature.

- 11 L'atlas des caprins du monde

- 12 De l'Erasmus à l'Erasmus + : une histoire de 30 ans

- 12 REBAB: Réutilisation et Valorisation des bâtiments agricoles par une formation basée sur des expériences réelles

- 12 CO-FARM: accroître la Coopération entre les entrepreneurs agricoles

- 13 FEAL: agriculture multifonctionnelle pour la durabilité des paysages agricoles européens

- 13 Séminaires Natura 2000 – deuxième tournée

- 13 Le business des abeilles. Une approche intégrée du déclin des abeilles et de la responsabilité des entreprises

- 14 Même affaiblie, l'Europe doit faire respecter les règles des traités, y compris dans le monde agricole »

- 16 Agenda

La PAC : le changement arrive

Qu'est-ce que le Brexit, la crise de l'immigration, les États-Unis éventuellement protectionnistes, les Objectifs de développement durable et l'Accord sur le climat de Paris ont tous en commun? Ils auront tous leur propre impact sur la prochaine réforme de la PAC. Cette fois-ci, plus encore qu'auparavant, son budget et ses exigences seront largement influencés par des facteurs qui échappent au contrôle de la communauté agricole.

Face à ces défis, il est impératif que les politiques agricoles et les gestionnaires fonciers européens prouvent leur valeur à la communauté européenne. Avec le budget de la PAC dans un état aussi fragile, nos résultats politiques doivent être effectifs, efficaces et équitables pour toutes les parties de l'Europe. Cela signifie, à mon sens, que notre réforme doit trouver ses racines dans les défis des ODD et de l'Accord de Paris; les deux ne peuvent pas être satisfaits sans des modifications substantielles de l'utilisation des terres, et les deux sont une véritable préoccupation pour le citoyen européen.

La meilleure façon d'atteindre ces objectifs est d'utiliser la prochaine PAC pour face aux défaillances les plus fondamentales du marché; un manque de prix et de paiement pour les services environnementaux que les gestionnaires de terres à travers l'Europe fournissent. Ici, nous pouvons faire une différence importante pour le contribuable.

Cependant, nous devons également faire prendre conscience à nos consommateurs qu'il existe et qu'il restera un rapport qualité-prix extraordinaire dans cette politique; qui garantit des aliments bon marché d'une variété incroyable, disponibles et sûrs, tout en assurant la sécurité de nos zones rurales - pour cela, la PAC semble un petit prix à payer.





F. BOGOVIC, B. KALLFASS, G. LODARES, T. STRNISA, E. ERJAVEC, V. AUGUSTIN, V. PETROVIC

Le Forum régional sur le Futur de l'Agriculture: bouleverser la campagne européenne pour nous tenir à nos engagements mondiaux

Ça fait maintenant un an que les différents pays ont signé les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies (ODD) suivi de la ratification, quelques mois plus tard, de l'Accord de Paris sur le Climat. Bien que les objectifs mondiaux nous unissent tous, comment un individu agit-il au niveau national ou même régional ? Tel fut le sujet de la conférence régionale du Forum sur le Futur de l'Agriculture, organisé à Ljubljana (Slovénie) le 2 décembre dernier.

William de GRUNNE, ELO



Le FFA régional de Ljubljana était ouvert par un discours du Parlementaire européen slovène, et l'hôte de l'événement, Franc BOGOVIČ. Le dialogue entre parties prenantes doit être augmenté, surtout que l'établissement de mesures par le monde politique se passe trop lentement pour réagir de manière appropriée aux derniers problèmes environnementaux de l'agriculture. « *Ce mélange clef [red. de personnes] ici présent ne se rencontre jamais en Slovénie pour discuter d'affaires agricoles.* » Le parlementaire a continué en expliquant que l'agriculture et les activités humaines se trouvent face à des défis monumentaux, dont le besoin de nourrir une population croissante tout en réduisant l'empreinte écologique. L'élément clef, l'agriculture, produit de la nourriture et de l'emploi tout en étant souvent

un poids considérable pour l'environnement sous sa forme actuelle. D'après M BOGOVIČ la solution est l'intensification durable de l'agriculture, produire plus tout en utilisant moins de ressources et en prenant mieux soin de l'environnement. Bien que ces problèmes créent beaucoup de questions tout le monde devrait être d'accord sur le fait que l'innovation est un élément de grande importance pour atteindre des solutions. Il faut de nouvelles compétences, du savoir-faire local nouveau, des nouvelles technologies, de la digitalisation et de l'entraînement pour les jeunes et moins jeunes fermiers pour répondre aux besoins de demain. Ces outils attirent aussi une nouvelle génération plus dynamique à la campagne.

Depuis que tout le monde s'est engagé pour ce changement d'esprit, d'action et

de responsabilité on peut commencer à définir la contribution slovène pour garantir une sécurité alimentaire et environnementale ; « *Je pense que la Slovénie peut y contribuer.* ». L'adhésion de la Slovénie à l'UE l'a placé dans son plus grand accord de commerce libre échange qu'elle n'a jamais eu. Cela a eu beaucoup de conséquences, négatives et positives. L'échange de connaissances, services et matériaux peut être vu comme un avantage malgré que les petits fermiers se sentent perdants depuis qu'ils doivent faire concurrence au marché européen dans son entièreté.

M Janez POTOČNIK, Président du FFA2017, a expliqué au cours de son discours qu'il était d'accord avec M BOGOVIČ; combiner la sécurité alimentaire et environnementale n'est pas facile. De plus c'est une combinaison qui exige un changement fon-



A. MEDVED, F. BOGOVIC, B. RAVNIK, M. PINTAR

damental de l'agriculture tout comme du reste de la chaîne alimentaire, y compris au niveau du consommateur. Il faut se débarrasser de cette attitude consummatrice, spécialement au cours d'un 'Black Friday' (éditeur: le 'vendredi noir' ce passait le vendredi précédent l'événement). Comme le changement climatique affecte tout le monde, on a tous le devoir de le combattre. M POTOČNIK a expliqué: « *Le changement ne proviendra pas des grands débats au niveau de Nations Unies à New York, il vient de vous et moi, de nos actions à la maison.* »

Un autre problème qui se produit en Slovénie et dans beaucoup d'autres pays, c'est que cette question intégrée et complexe est trop souvent affronté de manière très fragmentée, secteur par secteur. D'après M POTOČNIK ce problème ne peut qu'être résolu par une coopération intersectorielle et gouvernementale. Il a partagé trois étapes qui mènent au changement: « *Premièrement il faut améliorer la coopération et se débarrasser de cette fragmentation sectorielle et il faut arrêter d'accuser les autres d'être la cause des problèmes créés par nos actions. Deuxièmement il faut réaliser qu'on fait face à des problèmes mondiaux qui atteignent tout le monde, il faut donc arrêter d'exporter le devoir de trouver des solutions aux autres pays. Nous devons tous aider au maximum de nos capacités. Troisièmement il faut fusionner le secteur public et privé, ils sont bien plus liés qu'on ne le pense. C'est en coopérant que les secteurs public et privé peuvent atteindre des objectifs plus ambitieux.* »

Les messages envoyés par ces discours introductifs ont été repris par deux tables rondes d'experts, avec une session question-réponse ouverte à tous les participants. Le sujet abordé par la première table ronde était 'la sécurité alimentaire vs l'autosuffisance alimentaire', la deuxième

table ronde abordait 'la gestion durable des ressources naturelles'.

Au cours des discussions les participants se sont mis d'accord sur le fait qu'il y a un sérieux problème de gaspillage alimentaire en Europe et dans le reste du monde. Dans les pays en développement un tiers de la nourriture est perdue dans les fermes et au cours du son traitement plus loin dans la chaîne alimentaire par les technologies inférieures utilisées. Les pays développés gaspillent principalement à cause des exigences d'esthétique et de qualité, combiné avec un comportement inapproprié du consommateur.

Malgré que l'Europe, dans l'ensemble, soit le plus grand exportateur d'alimentation mondiale il y a encore des pays membres qui ne sont pas autosuffisants et dépendent du commerce au sein de l'UE pour nourrir ses habitants. Du coup pour plusieurs pays l'équilibre entre l'autosuffisance alimentaire et la sécurité alimentaire est cruciale. C'est pourquoi il faut peut-être envisager de diminuer la priorité de la sécurité alimentaire en Europe et commencer par optimiser la redistribution de la nourriture produite.

La Slovénie a beau être un petit pays avec une agriculture à petite échelle qui commence à se familiariser avec le concept de l'autosuffisance alimentaire elle peut quand même aider à résoudre ces problèmes à l'échelle mondiale. Envoyer des ressources alimentaires n'est peut-être pas dans son intérêt, par contre partager son savoir-faire, sa technologie et ses compétences avec ceux qui en ont besoin peut faire une grande différence.

L'Europe doit faire attention de ne plus reproduire ses erreurs du passé, ou l'intensification était considérée comme la

solution; aujourd'hui nous avons compris que si nous continuons dans cette direction il y aura trop de pression sur l'environnement. Nous avons besoin d'innovation, de précision et de développer de nouvelles stratégies.

Un secteur agricole européen durable commence par un fermier qui a un salaire suffisamment élevé pour vivre de manière confortable. La durabilité a un prix qui est trop souvent payé par le fermier, c'est le consommateur qui devrait être tenu responsable pour les conséquences de ses actions. La sécurité alimentaire est encore toujours la priorité de systèmes de support agricoles, comme par exemple la PAC, ils devraient être modifiés pour promouvoir l'agriculture durable. D'un autre côté il ne faut pas oublier que les fermiers ont besoin d'un enseignement perpétuel pour être non seulement au courant des nouvelles technologies et méthodes de productions, mais aussi de l'importance vitale de la biodiversité.

Nous oublions trop souvent qu'à l'origine l'agriculture est durable, elle a été trop influencée et modifiée par notre concept moderne d'industrialisation, intensification et globalisation. Faire un pas en arrière, repenser et changer est impératif pour atteindre les demandes du 21^{ème} siècle.

Pour plus d'information visitez le site web de l'FFA, www.forumforagriculture.com. Notre prochaine conférence régionale FFA se tiendra le 25 janvier à Reims (France).

DEUTZ-FAHR. TECHNOLOGY DRIVEN PRODUCTIVITY.



Leading tractors, combine harvesters and implements.

Innovative technology, attractive design, comfort and productivity – DEUTZ-FAHR offers a complete range of tractors from 35 HP to 340 HP, combine harvesters from 250 HP to 395 HP, telehandlers and forage harvesting equipment. Combining this excellent product range with advanced precision farming systems, DEUTZ-FAHR provides a tailor-made technology solution to allow maximum efficiency in the field and on the road. All in all DEUTZ-FAHR is the perfect partner to increase the profitability of any business.

To discover more please contact a DEUTZ-FAHR dealer or visit deutz-fahr.com.



DEUTZ-FAHR is a brand of  SDF





F. NATTA, M. Graf VON WESTPHALEN, K.-H. FLORENZ

Une agriculture favorable à la biodiversité : l'avenir est-il organique ?

Tous les ans, l'Organisation européenne des propriétaires fonciers (ELO) organise un débat centré sur la biodiversité. Cette conférence européenne s'est tenue dans le prestigieux Résidence Palace de Bruxelles, le 7 décembre dernier.

Johnathan GOFFIOL, EHHA

Nous avons choisi d'aborder la relation entre agriculture biologique et biodiversité, avec comme question centrale : « *l'agriculture biologique représente-t-elle le futur* » ? Les panélistes, appartenant tous au monde académique, politique ou agricole, ont permis la tenue d'un débat à la fois nuancé et enrichissant sur une problématique qui, bien que sensible, se révèle être de première importance.

Après une introduction du député européen Karl-Heinz FLORENZ rappelant la nécessité de reconnaître le rôle crucial joué par les fermiers conventionnels dans la préservation de l'environnement, la parole fut donnée à la principale oratrice, Beate STRANDBERG. Cette responsable scientifique pour l'Université d'Aarhus, ayant également travaillé en tant qu'experte pour plusieurs agences gouvernementales, a partagé les derniers développements académiques ayant trait à la biodiversité et l'agriculture biologique.

Claudia OLAZÁBAL, Chef d'unité pour la DG Environnement (Commission européenne), a rappelé que la Commission supporte ce type d'agriculture et a d'ailleurs déjà reconnu ses effets positifs sur la biodiversité au niveau réglementaire dans la PAC. Cependant, Mme OLAZÁBAL a souligné que l'agriculture biologique ne peut nullement être considérée comme la seule option pour soutenir la biodiversité : l'Union européenne aura toujours besoin de l'agriculture conventionnelle. La Commission travaille alors sur de nouvelles

possibilités d'intégrer davantage des pratiques encourageant la biodiversité au sein d'autres modèles agricoles. Cette position a fait directement écho à la présentation de Martijn BUIJSSE, chargé politique pour l'European Initiative for Sustainable Development in Agriculture (EISA). Ce dernier a plaidé pour une approche holistique et « intégrée » qui tiendrait compte de tous les aspects et objectifs relatifs à la production agricole. Bien qu'il ait l'intime conviction que l'agriculture durable représente l'avenir, M BUIJSSE a insisté sur le fait que l'agriculture biologique ne constitue qu'un moyen, parmi tant d'autres, de remplir les objectifs environnementaux.

Cette opinion fût contrebalancée par Stephen MEREDITH, chargé politique pour l'International Federation of Organic Agriculture Movements (IFOAM), qui mit en lumière l'importance de développer l'agriculture biologique à travers un cadre politique plus stimulant et attractif pour les agriculteurs. Les régulations ne peuvent, à elles seules, encourager l'usage de ce type de pratiques pro-environnementales : l'Union européenne a besoin de fournir aux fermiers (qui sont avant tout des entrepreneurs) le cadre et les conditions pour produire durablement. Le dernier orateur, Zeno PIATTI, co-gérant d'une ferme biologique en Autriche, a démontré que ce type de ferme n'a pas uniquement un impact positif pour la biodiversité, mais est également viable sur le plan économique. Néanmoins, entretenir une ferme biologique requiert une connaissance approfondie des bonnes

techniques et pratiques à cet égard, ce qui peut représenter un certain défi alors que ce secteur est encore loin d'être aussi développé que celui du conventionnel.

Ces présentations ont ensuite été suivies d'une session « questions-réponses » avec l'audience. S'il est vrai que le thème de la conférence est particulièrement clivant, les intervenants sont parvenus à entretenir une discussion des plus fructueuses, principalement axée autour des notions d'agriculture conventionnelle, biologique et intégrée. Il en est ressorti que la frontière séparant ces trois secteurs n'est pas aussi marquée : l'agriculture durable est un objectif qui ne cesse d'être partagé par davantage de fermiers, et il apparaît donc impératif de continuer à travailler ensemble pour réaliser ces ambitions.

La conférence s'est finalement terminée avec la remise du prix « Belleuropa Award », récompensant pour sa contribution substantielle à la biodiversité et l'environnement de manière générale un propriétaire foncier bénéficiant du label « Wildlife Estates ». Cette année, le prix fût décerné à Matthias GRAF VON WESTPHALEN, propriétaire du Land-und Forstbetrieb Rixdorf situé dans le Schleswig-Holstein.

Pour plus d'informations veuillez-vous rendre sur le site : www.europeanlandowners.org/events/biodiversity-conference

Les consommateurs peuvent-ils être satisfaits?

Dans un monde où les attentes des consommateurs européens semblent augmenter chaque année, non seulement en termes de sécurité alimentaire, mais aussi pour sa localité, sa qualité et sa volonté de se libérer des pesticides et des OGM - nous avons tenu le 7 décembre dernier la conférence sur l'Innovation - où les agriculteurs, l'industrie et d'autres ont discuté de ces questions, pour examiner si l'innovation, grâce à de nouvelles technologies, pourrait combler l'écart entre les attentes de prix et la demande de qualité pourrait être remplie .

Robert de GRAEFF, ELO

Paul LEONARD, Directeur de l'innovation et de la politique technologique chez BASF, a justement posé la question de savoir si l'attitude actuelle de l'Europe vis-à-vis de certaines technologies agricoles effacerait la prochaine génération d'innovation. Après le départ de la plupart des recherches sur la biotechnologie suite à l'interdiction de la production de plantes génétiquement modifiées en Europe, il existe maintenant des doutes sincères sur la question de savoir si la R&D mondiale prendra l'Europe même en considération, a-t-il averti. À long terme, un tel abandon aurait de graves conséquences négatives pour le consommateur, étant donné que les prix et la disponibilité des denrées alimentaires deviendraient plus difficiles en raison de l'isolement européen des marchés mondiaux à l'avenir.

Heureusement pour la communauté agricole, l'Europe a moins de problèmes concernant l'application de la technologie numérique à l'agriculture. Pendant la conférence, deux exemples très intéressants ont été donnés; l'un pour améliorer la surveillance de la biodiversité dans les fermes et le second sur la façon dont la prochaine révolution numérique aura un impact sur les machines agricoles. Richard BURKINSHAW, conseiller pour *Cool Farm*



Tool, a démontré la nouvelle composante de surveillance de la biodiversité et de l'environnement, qui permet à tout agriculteur d'évaluer comment il ou elle performe, et ce gratuitement. Cet outil, a-t-il soutenu, a déjà aidé des centaines d'agriculteurs non seulement à analyser les résultats actuels, mais leur a permis de « jouer » numériquement avec leurs données et de voir si différentes stratégies agricoles auraient des résultats différents. Étant donné que les résultats concernant la biodiversité sont au cœur des préoccupations des consommateurs, ces outils numériques peuvent aider les gestionnaires de terres à faire des différences mesurables.

Le deuxième exemple numérique a été présenté par Francesco TARONI, *R&D Electric and Electronic Manager*, de Same Deutz-Fahr, qui a montré les progrès de la technologie des machines numériques qui aident déjà l'agriculteur à être beaucoup plus précis et respectueux de l'environnement en réduisant l'utilisation des intrants et les pressions de la surutilisation dans différentes catégories. Les nouvelles technologies qui combinent les machines avec les capteurs, le GPS et les données sa-

tellitaires sont déjà présentes dans un vignoble en France, et deviendront standard dans un proche avenir, a prédit M. TARONI.

Deux propriétaires terriens, Otto von ARNOLD et Francesco NATTA, étaient également présents pour partager leurs visions d'innovation à la ferme. La ferme à risotto de M. NATTA est l'une des premières à adapter de nombreuses solutions novatrices telles que les marges des champs de riz, permettant des processus biologiques, comme l'alimentation des oiseaux, au lieu d'utiliser des insecticides chimiques. Ses méthodes "d'agriculture naturelle" sont parmi celles qui poussent les normes en Europe. M. von ARNOLD propose différents moyens innovants sur son domaine *Jordberga* tels que des événements organisés à la ferme dont les mariages, les séminaires et des actions éducatives. De cette manière, a-t-il noté, les consommateurs sont capables de se faire une meilleure idée de la ferme moderne, et de réduire ainsi la distance entre la ferme et la ville, où plus de 85% des Européens vivent aujourd'hui.

Telemak
webcast
streaming
video services

Contact:
Emmanuel De Groef
Tel: +32 2 709 10 50
manu.de.groef@telemak.com
www.telemak.com



T. de l'ESCAILLE, M. SHARDLOW, M. BANNASKI, G. DRYANCOUR, F. BOGOVIC

Des machines agricoles respectueuses des abeilles & des paysages à fleurs sauvages annoncées comme gagnantes du Prix Européen de l'Abeille 2016

Lors de la cérémonie organisée par le député européen Franc BOGOVIČ au Parlement européen à Bruxelles, le prix de cette année a été décerné à deux projets pour leur contribution au bien-être des pollinisateurs et à des pratiques agricoles adaptées aux abeilles.

Ana CANOMANUEL, ELO, Beatriz ARRIBAS, CEMA



en présence de Janez POTOČNIK, ancien Commissaire pour l'environnement.

L'eurodéputé Franc BOGOVIČ MEP, membre du Jury, a souligné l'importance croissante et la popularité de ce prix, en notant que « le nombre d'applications continue de croître d'année en année. Cela montre qu'il existe un engagement largement partagé afin de protéger les pollinisateurs dans l'agriculture européenne ».

Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général d'ELO, a félicité le projet "B-lines" pour sa coopération fructueuse entre les propriétaires fonciers, les agriculteurs, les ONGs, les gouvernements et les groupes locaux dans le but d'agir ensemble afin de mettre en place des habitats «non-stop» pour les communautés pollinisatrices dans le milieu agricole.

Au nom de l'industrie de la machinerie agricole, Gilles DRYANCOUR, Président honoraire de CEMA, a félicité le développement de la technologie de l'équipement agricole qui peut réduire l'impact des activités agricoles sur les populations de pollinisateurs, comme le montre le projet gagnant « le système de fauchage à lames doubles ».

En 2016, le Prix Européen de l'Abeille a reçu 27 applications de 17 pays européens. La cérémonie de remise des prix a rassemblé plus de 100 participants: des apiculteurs, des politiciens, des propriétaires fonciers, le milieu universitaire et des représentants du secteur agroalimentaire ont échangé sur les meilleures pratiques, tout en profitant d'une soirée festive de réseautage célébrant les abeilles et la biodiversité.



Pour en savoir plus sur le Prix Européen de l'Abeille veuillez vous rendre sur le site: www.elo.org/awards/bee-award ou contacter la coordinatrice du projet: ana.canomanuel@elo.org

Conçu pour distinguer des idées innovantes et des pratiques pour protéger les pollinisateurs dans l'agriculture européenne, le Prix Européen de l'Abeille, créé par l'Organisation européenne des propriétaires fonciers (ELO) et le Comité Européen du Machinisme Agricole (CEMA), a été remis aux lauréats de cette année:

- "B-ligne" reliant le paysage pour les pollinisateurs" - initiative à grande échelle paysagère développée par Buglife du Royaume-Uni, est le vainqueur de la catégorie "bonnes pratiques d'un gestionnaire des terres", tandis que
- le projet de la faucheuse du "Double Knife system" de Umwelttechnik en Allemagne est le vainqueur de la catégorie "solutions innovantes & technologiques".

Matt SHARDLOW, Directeur général de Buglife, et Max BANNASKI, fondateur et PDG de BB Umwelttechnik ont reçu le prix

Les tracteurs européens seront-ils bientôt équipés d'un inutile système de freinage ABS ?

Dans les prochains mois, la Commission Européenne décidera si les tracteurs européens, conçus pour rouler à une vitesse supérieure à 40 km/h devront, à l'horizon 2021, être équipés d'un système de freinage ABS (système d'antiblocage des roues).

Gilles DRYANCOUR, Président d'honneur du CEMA



Selon les éléments d'évaluation rassemblés par le Comité Européen du Machinisme Agricole (CEMA), aucun argument de sécurité routière ne saurait justifier une telle obligation légale. En effet, si l'on supposait, un instant, que le système ABS améliore la sécurité routière des tracteurs, les données relatives aux accidents mortels de la route montrent qu'il faudrait attendre plus de vingt ans avant que le premier accident mortel ne soit statistiquement empêché. Ceci tient, notamment, à la part très marginale des tracteurs dans les accidents routiers et à la vitesse du renouvellement de leur flotte qui s'opère, actuellement, au rythme de 1,7% par an. A contrario, l'incompatibilité du système ABS avec le système de freinage des remorques agricoles et celui des équipements tractés, détenus par les agriculteurs, conduirait à un accroissement significatif des accidents routiers impliquant un tracteur. De même, sur des routes rurales étroites, où il est difficile de manœuvrer pour éviter des obstacles, l'ABS augmentera la distance de freinage. De nouvelles formes d'accident en résulteront dont il est difficile, à ce jour, d'anticiper toutes les conséquences pour la sécurité des personnes. Ainsi, tout le bénéfice statistique espéré d'une mesure réglementaire imposant l'ABS serait annihilé.

Pourtant, le CEMA s'est vu récemment objecter, par ses interlocuteurs institutionnels, le raisonnement selon lequel le

fait d'empêcher la survenance statistique d'un seul accident mortel, y compris dans une génération, peut justifier que le freinage ABS devienne obligatoire pour les tracteurs. C'est là pousser le principe de précaution jusqu'aux limites de l'absurde pour des véhicules roulant à une vitesse moyenne de 28 km/h. Comme chacun le comprendra, aucune rationalité n'est à l'œuvre ici. La démesure de cette exigence réglementaire nous est d'ailleurs donnée par son coût économique. Les premières années, les agriculteurs achetant un nouveau tracteur équipé de l'ABS devront payer un surcoût allant de 3.000 à 5.000 €. Cela, sans compter, le surcoût astronomique occasionné par le remplacement de tous les matériels tractés incompatibles avec l'ABS.

Lorsqu'on sait que le profit net moyen des exploitations agricoles de l'Union Européenne est d'environ 2.500 € par an, l'on se rend compte de la disproportion de la mesure envisagée.

Ce projet apparaît d'autant plus déraisonnable que les agriculteurs européens doivent faire face à une crise majeure, peut-être même historique, qui conduit à la paupérisation d'une grande partie d'entre eux. Ainsi la MSA, la sécurité sociale des agriculteurs français, a révélé le 12 octobre dernier que 30 % des agriculteurs avaient déclaré des revenus professionnels inférieurs à 4.248 €, en 2015, soit 354€ par mois.

Dans ce contexte de grande fragilité sociale, où les suicides d'agriculteurs se multiplient, l'on peut légitimement se demander quelle est la finalité d'une réglementation qui imposerait le freinage ABS pour les tracteurs, sans tenir compte de son impact réel sur la sécurité routière ni sur la compétitivité de l'agriculture européenne. S'agit-il en l'occurrence de servir les intérêts de deux ou trois équipementiers du secteur automobile au détriment des dix millions d'agriculteurs européens ?

La réponse à cette question sera donnée au mois de mai, quand la Commission Européenne aura pris connaissance des résultats de l'étude de faisabilité qu'elle a confiée à un consultant britannique du secteur automobile.

En attendant, le CEMA propose d'améliorer la sécurité routière des tracteurs par une mesure pratique et très peu onéreuse: équiper les tracteurs de bandes réfléchissantes pour en augmenter la visibilité. Plusieurs études montrent que, pour quelques euros, une meilleure signalisation des tracteurs empêcherait jusqu'à soixante-dix accidents par an. 70 vies bien réelles dont la pleine mesure devrait, espérons-le, éclairer la décision finale du régulateur européen dans ce dossier.





Assemblée générale d'ELO à Malte

Tous les six mois les membres d'ELO se rassemblent pour leur Assemblée générale dans l'État membre qui se prépare pour la Présidence du Conseil de l'UE. Le 29 novembre dernier cette réunion s'est tenue à Malte.

Mechtelt de Vos van STEENWIJK, ELO

Au cours de la première session, Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général d'ELO, a présenté un aperçu de l'environnement politique de l'UE actuel. Tenant compte des conséquences du Brexit et donc de la réduction du budget général de l'UE qui en découle, ce qui implique également la réduction du budget de la PAC, on peut s'attendre à des mesures consistant à « se serrer la ceinture ».

Afin d'apporter des solutions potentielles la Fondation RISE prépare un document « blanc » sur le futur de la PAC, qui sera présenté pendant la conférence « Forum for the Future of Agriculture - FFA » qui se tiendra le 28 mars prochain à Bruxelles.

L'avenir de l'accord sur le climat de Paris, a déclaré M. de l'ESCAILLE, est en jeu suite à la victoire de Donald TRUMP aux élections américaines, sachant que ce dernier a choisi comme membre de son cabinet des climato-sceptiques. L'UE elle-même s'est engagée et a formellement ratifié l'accord, se déclarant prête à réduire ses émissions (de gaz à effet de serre) -en prenant en compte son niveau de pollution de 1990- de 40% au terme de 2030. Elle a également proposé un nouveau règlement l'UTCATF (l'utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie; ang. LULUCF). Les prochaines élections dans les États membres, en particulier en France, en Allemagne et aux Pays-Bas, engendrent une incertitude supplémentaire

par rapport à de possibles restrictions ou même à l'interdiction de l'utilisation du glyphosate dans l'avenir. Toute interdiction ou restriction sévère aurait de graves répercussions sur la production des céréales et sur la sécurité alimentaire en Europe.

M. de l'ESCAILLE a ensuite présenté la question de l'accès à la terre, de la concentration des terres et de l'accaparement des terres. Comme étape suivante ELO prépare une étude approfondie afin de rétablir les faits, tout en participant activement au débat qui se tient au sein, ainsi qu'en dehors, du Parlement européen.

Prenant la parole, l'ancien Président d'ELO Corrado PIRZIO-BIROLI, a présenté une vue d'ensemble sur les conséquences et les impacts juridiques du Brexit pour le Royaume-Uni ainsi que pour l'UE. Il a décrit les nombreuses difficultés à venir, en particulier pour le Royaume Uni, qui doit mettre de l'ordre dans ses affaires aussi rapidement que possible afin de gérer sa sortie et d'établir de nouveaux accords de commerce.

Clôturant cette première session un aperçu des divers projets en cours, des événements et des prix a été présenté, dont: l'Intergroupe Biodiversité, la chasse durable et les activités rurales; « Forum for the Future of Agriculture 2017 » (FFA), « l'Arbre de l'année », ainsi que les divers succès et les prochaines étapes du projet « Wildlife Estates ».

La deuxième session a été ouverte par M. José HERRERA, Ministre du gouvernement de Malte pour le développement durable, l'environnement et le changement climatique. En décrivant les difficultés auxquelles doit faire face Malte aujourd'hui le Ministre a mentionné les droit de succession qui paralysent (red. la gestion de) la terre à travers l'interminable partage des propriétés. Ceci a donné comme résultat des parcelles de terres arables non viables sur l'ensemble du territoire maltais. Afin de contrer ce problème des actions ont été entreprises pour améliorer le système foncier et les droits de propriété. Tout au long d'un débat animé le ministre a déclaré que donner plus de clarté à la définition juridique des cultures GM fera partie de l'agenda maltais pour l'agriculture. Finalement, le Ministre HERRERA a souligné que la durabilité agricole est une question vitale pour l'Europe, pour la PAC ainsi que pour l'avenir de l'agriculture elle-même.

Pendant le dîner de gala la délégation lituanienne a décernée à M. de l'Escaille l'ordre « Pour le renforcement de l'autonomie agricole » qui lui a été attribué par la Chambre de l'Agriculture de la Lituanie, célébrant son 90ème anniversaire à Vilnius.

La prochaine Assemblée générale d'ELO se tiendra le 13 et 14 juin prochain à Tallinn, Estonie.

Les propriétaires privés récompensés pour leur efforts de protection de la nature.

Chaque année le Conseil international de la chasse et de la conservation du gibier (CIC) récompense et salue des performances exceptionnelles pour la protection de la nature effectuées par des particuliers, des institutions privées ou publiques, des entreprises, ainsi que des projets qui lient la protection de la biodiversité à la survie de la population, à travers les principes de l'usage durable, en particulier de la chasse, celle-ci faisant partie de la vie sauvage et de la gestion des écosystèmes.

Le Prix Markhor du CIC est attribué à la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CBD CoP), dont la 13^{ème} édition se tiendra cette année à Cancun, Mexico.

Des réserves privées et des sites privés de conservation de la nature à travers le monde protègent des habitats vitaux pour divers écosystèmes et jouent un rôle crucial dans la protection des espèces gravement menacées, en particulier en Afrique, où un minimum de 60 million d'hectares de terres privées bénéficie de l'une ou de l'autre forme de protection de la vie sauvage ou d'une gestion durable de celle-ci. Ainsi, sur le continent, l'utilisation « destructrice durable » des populations de faune sauvage revêt une valeur importante, et ces valeurs, en principes, sont évaluables.

Cette année le gagnant est Sango, appartenant au site privé de conservation du Save Valley Conservancy au Zimbabwe, qui joue un rôle de modèle pour le secteur privé par sa mise en place compréhensive du programme de développement de la protection avec la participation de la communauté. A la base de celle-ci on trouve un accord entre la communauté locale et le site privé sur l'obligation mutuelle de développer le tourisme dans cette zone afin de maximiser les avantages pour la population locale. La Save Valley Conservancy possède plus de 4 000 buffles, 1 600 éléphants, et plus de 160 rhinocéros noirs et blanc, elle contrôle autant que possible le braconnage et possède une population de faune sauvage qui a des taux de croissances élevés, malgré le véritable danger de braconnage en particulier envers les rhinocéros.

Le succès de ce site « refuge » apporte la preuve de ce que certains ont prédit comme impossible: les propriétaires ont mis en place une protection des espèces menacées en démontrant leur volonté de les protéger et de restaurer leur habitats grâce au soutien financier généré par l'utilisation durable de la faune sauvage.

Equipe CIC



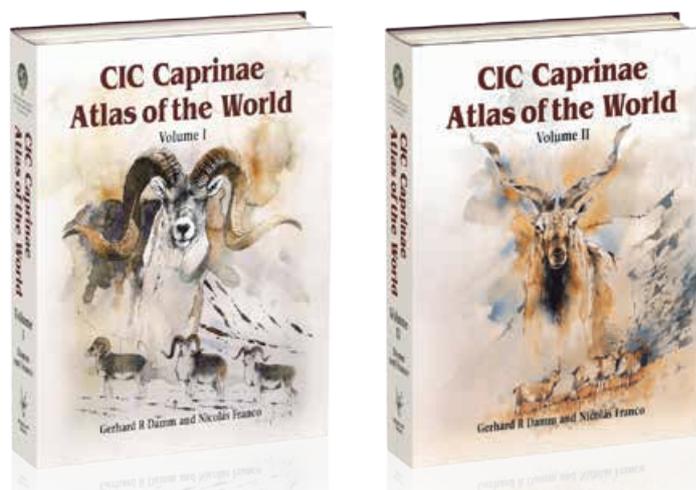
L'atlas des caprins du monde

Dr. Nicolas FRANCO, Gerhard R DAMM
ISBN 9780992187057



« L'atlas des caprins du monde » coéditée par CIC, présente une vue d'ensemble de la zone de répartition des moutons sauvages, des chèvres et de leurs proches, de leur apparence physique, de leur cycle de vie, de leur état de conservation et de leur utilisation durable et s'adresse à une grande variété d'intervenants: des politiciens qui créent le cadre administratifs et législatifs pour la protection des caprins; des chercheurs sur le terrain et des taxonomistes qui travaillent à combler les lacunes en matière de connaissances; des propriétaires fonciers publics, communaux et privés sur les terres desquels les caprins sauvages demeurent; des gestionnaires qui ont besoin de trouver des solutions holistiques de conservation, et enfin les femmes et les hommes qui suivent les traces de moutons et de chèvres sauvages pour les admirer et les photographier dans leur habitat de montagne sauvage et magnifique.

Publié conjointement par le CIC (Budapest) et le Rowland Ward Publishers (Johannesburg) l'Atlas comprend plus de 1000 photographies spectaculaires en couleur de caprins sauvages prises dans leurs habitats naturels et des photos en gros plan de cornes et de crânes de collections de musées de renommée mondiale. Les 130 cartes détaillées de distribution ont été dessinées spécifiquement pour ce livre par le cartographe renommé Mike SHAND, de l'Université de Glasgow. Bodo MEIER, aquarelliste allemand de la faune par excellence, a créé les majestueuses aquarelles des markhors et des argalis.



De l'Erasmus à l'Erasmus + : une histoire de 30 ans

En 2017, le programme Erasmus + pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport célébrera son 30ème anniversaire. L'objectif d'Erasmus + est de contribuer à la stratégie Europe 2020 pour la croissance, l'emploi, l'équité sociale et l'inclusion, ainsi que les objectifs de l'initiative ET2020, cadre stratégique de l'UE pour l'éducation et la formation. Erasmus + vise également à promouvoir le développement durable de ses partenaires dans le domaine de l'enseignement supérieur et à contribuer à la réalisation des objectifs de la stratégie de l'UE pour la jeunesse.

Le programme crée des opportunités pour les personnes de tous âges, en les aidant à développer et à partager les connaissances et l'expérience des institutions et organisations dans les différents pays. Il offre également un large éventail de possibilités aux organisations, y compris les universités, les fournisseurs d'éducation et de formation, les groupes de réflexion, les organismes de recherche et les entreprises privées.

(source: https://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/about_en)

ELO et ses partenaires sont fiers de présenter les 3 projets réalisés sous Erasmus +.

REVAB: Réutilisation et Valorisation des bâtiments agricoles par une formation basée sur des expériences réelles

Lancé en 2016, le projet vise à produire le premier système de formation complet, flexible et entièrement ouvert pour la réutilisation et la valorisation des bâtiments agricoles. La 3ème réunion transnationale de REVAB a eu lieu les 18 et 19 octobre derniers à Augsburg, dans le sud de l'Allemagne. Au cours de la première journée, les partenaires du projet ont présenté de courts profils des cas d'études nationaux présélectionnés sur la réutilisation et la valorisation des bâtiments agricoles. Ceci a constitué un premier aperçu des divers cas et des expériences mises en pratique avec différents types de concepts et des personnalités différentes d'entrepreneurs.



Après avoir terminé la présentation sur la gestion et les aspects financiers de la partie principale du projet du programme, la 2ème journée s'est déroulée sur le terrain à Kirchdorf 50km au sud d'Augsbourg, afin de visiter le "PizzaStadl". La famille HIENLE a montré aux partenaires REVAB la ferme laitière et le restaurant, qui a été construit petit à petit à partir de 2002. L'ancienne grange a été réutilisée dans ce but gastronomique. Mme HIENLE est à la tête de l'entreprise de restauration, avec son mari et leurs enfants, ils poursuivent leurs travaux de leur ferme laitière à la même échelle qu'auparavant. Ils travaillent à temps plein à la ferme et ont des employés dans le secteur de la restauration. Après tous ces aperçus et après un déjeuner à «PizzaStadl» tous les partenaires ont pu mieux comprendre ce que signifie mettre en place et parler d'une histoire de réussite concernant un concept de réutilisation.

Pour plus d'informations veuillez visiter le site www.revab-erasmus.eu



CO-FARM: accroître la Coopération entre les entrepreneurs agricoles

CO-FARM vise à développer un système de formation flexible basé sur des études de cas qui fournira aux entrepreneurs ruraux, aux propriétaires fonciers ruraux et aux agriculteurs les compétences et les connaissances nécessaires pour mettre en œuvre des initiatives de coopération entre les entrepreneurs agricoles. Les personnes vivant en zone rurale sont un groupe à risque d'exclusion, l'accès à l'EFPP étant une alternative importante pour accéder à l'information et à l'éducation. Pour faciliter l'accès à la formation et pour surmonter les obstacles, le matériel de formation du projet CO-Farm sera modulable et entièrement disponible sans frais.

Le projet a démarré en novembre 2016 pour une durée totale de 30 mois et le consortium rassemble 8 partenaires de différents pays de l'UE.

La réunion de lancement a eu lieu novembre dernier à Thurles (Irlande). La première journée a été consacrée à la présentation des partenaires, la deuxième journée a été consacrée à l'atelier "Coopération entre agriculteurs: un aperçu".

Pour plus d'informations veuillez nous suivre sur le twitter: #COFARM_ERASMUS

Funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



This project has been funded with support from the European Commission. This publication reflects the views only of the author, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

FEAL: agriculture multifonctionnelle pour la durabilité des paysages agricoles européens



Près de la moitié des terres de l'UE sont cultivées. Cela rend l'activité agricole essentielle pour l'émergence et l'entretien des paysages culturels, y compris la préservation et la promotion des éléments du paysage et des formes de relief. L'agriculture est très importante, tant pour les agriculteurs eux-mêmes que pour tous les habitants de la campagne. Par conséquent, non seulement une prise de conscience accrue des différents aspects de l'activité des agriculteurs est nécessaire, mais aussi une prise de conscience accrue de la valeur et de la valeur culturelle des Paysages Agricoles Européens (EAL) en tant que facteur de production et valeur ajoutée pour l'agriculteur.

En outre, le but du projet est de renforcer les approches entrepreneuriales reliant l'agriculture et le paysage. Il vise à développer un système de formation flexible basé sur l'échange de pratiques qui fournira aux jeunes agriculteurs, aux jeunes entrepreneurs ruraux et aux agriculteurs familiaux les compétences et les connaissances pour mettre en œuvre des activités agricoles durables réalisant des situations gagnant-gagnant au sein d'EAL. L'objectif est également de faire face à la question du dépeuplement, de former les agriculteurs à la conceptualisation et à la mise en œuvre d'une agriculture innovante reliant les divers intérêts des agriculteurs et de la société rurale au sein de l'EAL.

Le projet débute en décembre 2016 pour une durée de 30 mois. Le consortium rassemblera 7 partenaires à travers l'UE.

La réunion de lancement a eu lieu début décembre à Zvolen (Slovaquie). Elle a été consacrée à la présentation des partenaires et un atelier très intéressant entre les partenaires sur la situation de l'agriculture et des paysages européens dans les pays concernés et au niveau européen.

Pour plus d'informations veuillez nous suivre sur le twitter: #FEAL_ERASMUS (banner logos FAEL)



Séminaires Natura 2000 – deuxième tournée

Le premier séminaire de la deuxième série du cycle s'est déroulé à Vilnius (Lituanie) du 5 au 7 octobre derniers, il était dédié à la région boréale. Il a rassemblé 86 praticiens de Natura 2000 et des parties prenantes d'experts de cette région, y compris les membres d'ELO et les délégués du Secrétariat d'ELO.

Les questions d'intérêt commun ont été discutées sur le terrain et au cours des discussions des groupes de travail. Des présentations sur une variété de sujets ont été données par les participants. Les présentations portaient, par exemple, sur des approches innovantes utilisées et développées dans différents pays pour mettre en œuvre les zones Natura 2000 afin de cibler les priorités et les projets de restauration. D'autres présentations ont porté sur l'approche "Low Hanging Fruit", sur l'engagement des parties prenantes, et le programme de financement LIFE. Les discussions en groupe ont constitué un élément essentiel du Séminaire; les participants pouvant choisir de se joindre à l'un des quatre groupes de travail thématiques ainsi qu'à l'un des quatre groupes de travail sur les habitats.

D'autres éléments marquants du programme ont été les deux visites sur le terrain, respectivement pour voir des habitats en forêts et en prairies, des habitats d'eaux douces et des zones humides; ainsi que le « marché du savoir » où les participants pouvaient discuter d'exemples bien précis concernant les différents cas d'études.

Les discussions du séminaire ont débouché sur une série d'idées pour une coopération concrète et pour les futures initiatives de développement visant à améliorer la gestion de Natura 2000, y compris un certain nombre d'activités spécifiques.

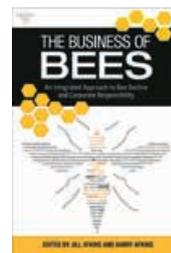
Cette réunion s'est poursuivie par la deuxième réunion de ce cycle qui s'est tenue fin octobre en Irlande, dédiée elle à la région atlantique.

source: rapport d'ECNC

Pour plus d'information veuillez vous rendre sur le site: http://ec.europa.eu/environment/nature/natura2000/platform/events/260_second_boreal_natura_2000_seminar_en.htm

Le business des abeilles. Une approche intégrée du déclin des abeilles et de la responsabilité des entreprises

Jill ATKINS, Barry ATKINS
Publiée par Greenleaf Publishing
ISBN 978-1-78353-435-7



Il y a eu d'innombrables livres écrits sur les abeilles et l'apiculture. Mais celui-ci se démarque, car il offre une toute nouvelle perspective. En tant que Président de l'Association européenne des apiculteurs professionnels, je dois souvent rappeler aux gens que l'apiculture n'est pas seulement un passe-temps, mais également une entreprise. Habituellement une entreprise familiale. Ce qui arrive à nos abeilles affecte non seulement les affaires des apiculteurs professionnels mais également beaucoup d'autres entreprises. Beaucoup d'activités économiques ont à leur tour une empreinte écologique sur les abeilles et les pollinisateurs.

À un moment où la valeur actionnariale semble triompher [red. « to trump »] (sans jeu de mots) de toutes les autres valeurs, les associations apicoles doivent consacrer trop de leur temps à des actions correctives externes sur la gouvernance d'entreprises dysfonctionnelles qui ignorent leurs impacts sur les abeilles et leur dépendance de ces dernières. Ce livre apporte une contribution inestimable à une réflexion plus holistique et constitue un reportage intégré sur ces impacts. Je suis extrêmement reconnaissant de cet effort, qui a déjà suscité de nouvelles initiatives et continuera de le faire.

C'est plus qu'un simple livre sur les abeilles. C'est un catalyseur pour une relation plus harmonieuse entre les entreprises et les abeilles. Et l'harmonie est le secret de la performance incroyable de la colonie d'abeilles!

Walter HAEFEKER, Président de l'Association européenne des apiculteurs professionnels



« Même affaiblie, l'Europe doit faire respecter les règles des traités, y compris dans le monde agricole »

14

Pour Stéphane Gérard, agriculteur français en Pologne, la Commission de Bruxelles mais aussi la France semblent renoncer à protéger les agriculteurs européens installés notamment dans les pays d'Europe centrale et de l'Est.

Stéphane GERARD, exploitant français, installé en Pologne

Confrontée à de multiples crises, la ferme France a besoin de toutes ses forces vives pour espérer redevenir la première puissance agricole européenne. Or l'agriculture française, ce n'est pas uniquement les exploitations en France, c'est aussi un réseau de centaines d'agriculteurs ayant investi dans des exploitations en Europe et fait le choix de lier intimement leur vie privée et professionnelle à d'autres pays.

Ces ambassadeurs sont un chaînon essentiel de la force de frappe commerciale agricole française. Ils projettent un savoir-faire national unique acquis dans de nombreux domaines (vin, production de semences,

engrais spécifiques, machinisme, races d'animaux...), qui profite à l'économie française et à sa balance commerciale. Au-delà de la sphère agricole, ces exploitations participent à l'implantation d'activités françaises et de l'influence française et donnent une image positive du dynamisme entrepreneurial de la France.

Mais aujourd'hui certains de ces paysans investisseurs font face à des défis nouveaux qui remettent en cause leur existence et leur développement futur. Avec la montée du populisme et tentés par le protectionnisme, de nombreux pays européens notamment d'Europe centrale et de l'Est prennent des mesures discrimi-

natoires qui visent à expulser ou à affaiblir ces agriculteurs expatriés français.

Les pays qui ont accédés à l'Union européenne à l'issue de la guerre froide tels que la Hongrie, la Pologne ou la Slovaquie ont bénéficié, à juste titre, d'une période transitoire pour éviter une libéralisation brutale du marché de leur foncier agricole. Mais malgré un encadrement juridique strict, certains de ces Etats ont détourné ce régime dérogatoire temporaire ou l'ont indûment prolongé pour pouvoir exproprier des agriculteurs issus d'autres pays européens et maintenir un régime discriminatoire contraire aux principes sur lesquels l'Europe s'est bâtie. C'est le cas de la Po-



logne qui a voté en septembre 2011, pendant sa période transitoire, une loi excluant de la privatisation de chaque grande exploitation (1085 fermes de plus de 465 ha), 30% de la surface cultivée. Cette même loi exige aussi de la part des candidats aux appels d'offres de parcelles de terres, un certificat de résidence dans la commune de cinq ans pour les Polonais et de dix ans pour les autres ressortissants. Plus grave encore, la Pologne a voté en avril 2016 une loi interdisant toute vente de terre, prolongeant ainsi de manière unilatérale sa période transitoire, alors qu'elle avait, entre-temps, privatisé certaines terres au bénéfice de ses seuls ressortissants nationaux. Enfin, le gouvernement polonais ne renouvelle actuellement plus les baux aux étrangers, sous la pression des autorités locales.

Ces périodes transitoires accordées ont endormi les institutions européennes, dont la réaction a été quasi inexistante face à ces mesures discriminatoires, alors même que l'Union européenne continuait à irriguer ces pays de dizaines de milliards d'aides au

titre de la politique agricole commune. La Commission n'a pas cherché à protéger les investissements de ces agriculteurs expropriés et a rejeté de nombreuses plaintes déposées par ces entrepreneurs, négligeant son rôle de gardienne des libertés de circulation et d'un environnement propice à l'investissement.

Pire encore, le filet de protection en dernier ressort que constituent les accords bilatéraux d'investissement signés par les Etats membres entre eux est remis en cause par la même Commission européenne, qui a ouvert en toute discrétion des négociations informelles avec chaque Etat membre pour les convaincre d'abolir ces accords de promotion et de protection des investissements entre Etats membres.

Dans le contexte des négociations d'accords de libre-échange ou d'investissement comme le Tafta, le CETA ou l'accord en négociation avec la Chine, mettre fin à ces accords revient à favoriser les investisseurs internationaux par rapport aux investisseurs européens ; ainsi, un Chinois ou un Canadien pourrait être indemnisé en cas d'expropriation de sa ferme, alors qu'un Français ne le serait pas, ce qui paradoxalement pourrait inciter au « land grabbing » des investisseurs non européens. Force est de constater que la diplomatie française n'a pas été très vaillante pour défendre ses ressortissants, que ce soit par les outils communautaires ou bilatéraux.

Cette situation ne peut plus durer ; elle appelle une double réponse claire de l'Europe et de la France. Il est urgent que la Commission fasse respecter les règles des traités, y compris dans le monde agricole. Les agriculteurs européens ont besoin d'un cadre non discriminatoire et de stabilité pour pérenniser leur développement et leurs investissements dans l'ensemble du marché unique. Dans une Europe affaiblie par le Brexit et la montée du protectionnisme, ce n'est pas en renonçant à ce qui

fait son ADN, c'est-à-dire la libre circulation des biens, des services et des investissements, que l'Europe trouvera son salut.

Quant à la France, déjà alertée sur ce sujet par de nombreux parlementaires, elle doit mieux défendre ses ressortissants, à l'image de la diplomatie déterminée des Pays-Bas, et avoir le courage de faire entendre sa voix face aux interprétations arbitraires du traité d'adhésion et aux mesures expropriatrices injustes. La France ne parviendra pas à reprendre la première place des nations agricoles en Europe sans redoubler d'efforts pour se doter d'une diplomatie active et forte à l'égard de ses producteurs, qu'ils soient installés en France ou ailleurs en Europe.

Article paru dans LE MONDE ECONOMIE le 11.10.2016, est reproduit dans son intégralité. Tous droits réservés au journal "Le Monde". (red.)

AGRILAND

Vous êtes propriétaire de terres agricoles et vous cherchez une formule efficace et rentable pour la gestion de votre bien: l'équipe d'Agriland se met à votre disposition.

L'objectif d'Agriland est d'assurer une optimisation financière en toute transparence et de renforcer le lien que vous avez avec votre terre. Nous vous informons sur les évolutions en matière d'agriculture, rencontrons les institutions publiques, encourageons l'emploi local et soutenons le verdissement par une gestion respectueuse de l'environnement.

Plus d'infos sur www.agriland.be

54 Agriland - Avenue Pasteur 25 - 1300 Wavre - Tél. +32 10 232 955 - Fax +32 10 232 900 - e-mail: agriland@skynet.be

Depuis de nombreuses années, ELO participe activement au débat sur l'accès à la terre et les droits de propriété. Nous souscrivons à la constatation de la Commission européenne selon laquelle la terre est une ressource finie qui subit déjà beaucoup de pression en raison du changement climatique, de l'érosion des sols et de la surexploitation. Nous croyons que le débat autour des petits agriculteurs par rapport aux grands agriculteurs n'est pas relevant, car ce n'est pas une question de savoir si l'un est meilleur que l'autre, mais plutôt si l'entreprise est rentable ou non.

Nous continuerons à participer activement à cette discussion également en 2017. Si vous souhaitez vous joindre au débat, n'hésitez pas à nous contacter. (red.)

SAVE THE DATE



FORUM FOR THE FUTURE OF AGRICULTURE

Where agriculture &
environment meet

Tuesday, March 28, 2017 — Square, Brussels

www.forumforagriculture.com

Agenda

10 janvier 2017, Parlement européen, Bruxelles

« PAC – pensée hors de la boîte » ;
déjeuner-débat présidé par l'eurodéputé
Karl-Heinz FLORENZ, adresse d'ouverture
par Janez POTOČNIK
www.elo.org

20 janvier, Berlin

Déclaration Cork 2.0 – de la réflexion à
l'action
[http://ec.europa.eu/agriculture/
events/cork-20-declaration-reflection-
action_en](http://ec.europa.eu/agriculture/events/cork-20-declaration-reflection-action_en)

20 - 29 janvier, Berlin

Semaine verte internationale
www.grueneweche.de

25 janvier, Reims, France

9e FFA – événement régional en France
www.ffafrance.eventbrite.com

7 février, Parlement européen, Bruxelles

Intergroupe "Biodiversité, chasse,
activités rurales" – réunion dédiée à
l'accès à la terre agricole
www.elo.org

27 - 29 mars, Bruxelles

3 jours autour du FFA 2017
(exclusivement pour les membres ELO)
www.elo.org

28 mars, Bruxelles

10e Forum sur le futur de l'Agriculture
(FFA)
www.forumforagriculture.com

16

Let's increase our food supply
without
reducing theirs

the
good
growth
plan

Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com
www.goodgrowthplan.com



syngenta

ELO
European Landowners' Organization

Countryside

is a publication of the ELO
in English and French

5 Euros

Publisher :
Thierry de l'Escaille
Chief editor :
Emmanuelle Mikosz
Text editor :
Robert de Graeff

Communication & proof readers:
Ana Canomanuel
Jehanne de Dorlodot - Verhaegen
Sylviane Montfort
Clara Moreno, Julianna Nagy
Back office: Gabriela Pena

Rue de Trèves, 67
B - 1040 Bruxelles
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
Fax : 00 32 (0)2 234 30 09
countryside@elo.org
Internet Site : www.elo.org